

Europe, les questions politiques, économiques et sociales en débat Contribution de la commission internationale Solidaires

Analyser, discuter, débattre, ... pour agir, pour faire changer les choses

Un des points de l'ordre du jour du Comité national des 30 septembre et 1^{er} octobre portant sur l'Europe, cette contribution repose sur une partie (européenne, puisque tel est le sujet) du travail syndical international réalisé par Solidaires, à travers la commission internationale et les organisations membres de notre Union syndicale. Comme nous l'avons déjà affirmé à travers nos congrès, l'internationalisme (comme l'interprofessionnel) est un des aspects essentiels de notre syndicalisme et non quelque chose qui viendrait « en plus ». Il existe des modèles syndicaux ne se reconnaissant pas dans cette conception : ce sont ceux qui considèrent que le syndicalisme se limite, au mieux, à la défense des intérêts immédiats des salarié-es. Nous nous réclamons d'un syndicalisme agissant pour une profonde transformation sociale et une rupture avec le système capitaliste ; cela impose une pratique en phase avec cette ambition, donc un engagement internationaliste réel, que ce soit au plan des structures nationales ou des collectifs militant-es locaux.

C'est en ce sens, nous semble-t-il, que des débats dans nos instances syndicales sur des questions internationales comme celle à l'ordre du jour du Comité national d'octobre, ont une utilité, sinon il s'agit seulement de « discussions » entre quelques militant-es ou de commentaires sur l'actualité politique, économique et sociale dont nous laisserions la responsabilité de le faire à d'autres forces.

Une politique syndicale autonome, pour résister et reprendre l'offensive

L'objet est donc de définir quelles sont les tâches prioritaires pour le syndicalisme en Europe, face aux violentes attaques du capitalisme qu'on peut résumer sous le titre générique de « politique d'austérité », tout en sachant qu'elle a de multiples facettes et conséquences : la question économique (bas salaires, chômage, précarité, flexibilité, misère...) en fait partie, mais cela touche aussi à des sujets tels que l'immigration et l'émigration, le colonialisme, le logement, l'égalité femmes/hommes, les droits syndicaux, etc. **Comment se donner les moyens de la résistance, mais aussi de la contre-attaque et de l'offensive pour nos revendications et vers l'utopie à construire ?**

Comme pour l'ensemble de notre stratégie, nous avons besoin pour cela d'une politique syndicale autonome, c'est-à-dire définie au sein de nos collectifs syndicaux et non à l'extérieur, définissant et mettant en œuvre les moyens nécessaires à sa réalisation, organisant l'action collective des travailleurs et des travailleuses (qui peut prendre de nombreuses formes). A l'international (et donc sur le plan européen) comme pour le reste de notre champ d'action, une politique syndicale autonome ne signifie pas le refus de l'unité syndicale, de l'action commune avec d'autres forces du mouvement social ou encore l'ignorance des mouvements politiques. Pour ce qui est de l'Union syndicale Solidaires, c'est même l'inverse !

Déléguer les tâches qui nous incombent, en tant que syndicalistes, aux autres forces du mouvement social serait une erreur : la construction d'un rapport de force passe par l'utilisation des moyens proprement syndicaux que sont la grève, le blocage des moyens de productions... sur les lieux de travail. Ce qui implique aussi de penser l'articulation de ces moyens avec d'autres formes d'actions avec les « sans », premières victimes du capitalisme aujourd'hui, sans-emploi, sans-papiers, immigrés, réfugiés, exilés...

La CES n'est pas notre modèle syndical

Le mouvement syndical européen incarné par la CES¹ ne correspond pas à notre syndicalisme, il va même souvent à son encontre. C'est en partie inhérent à la construction même de la CES, directement intégrée à l'institution Union européenne ; mais ce qui est en cause, c'est aussi l'orientation et la pratique très majoritaires au sein des organisations syndicales qui composent la CES. Depuis 2008, malgré quelques petites inflexions (mais comment ne pas le faire au vu des conséquences de « la crise » !), jamais la CES n'a essayé d'organiser, à l'échelle nécessaire, une riposte aux politiques d'austérité et aux graves attaques antisociales des patrons, des gouvernements, de l'Union européenne et des institutions liées ; dans plusieurs pays, des organisations membres de la CES sont complices de tous les coups portés par le capitalisme ; pour rester dans une zone géographique proche, on peut citer les Commissions ouvrières et l'UGT qui ont signé plusieurs accords avec le patronat et le gouvernement espagnols allant bien au-delà de ce que la CFDT a fait de pire en France, ou encore les organisations italiennes CGIL, UIL et CISL qui ont aussi accepté de nombreux reculs et signé un accord avec le patronat pour ôter quasiment tout droit syndical aux « syndicats de base » qui refusent d'accepter les conventions collectives plus défavorables aux salarié-es qu'auparavant. On peut aussi citer l'exemple récent de la Grèce en juillet, où la CES a soutenu son affiliée GSEE dans la bataille pour le « oui » au référendum organisée à propos de l'accord signé par le gouvernement, tandis que l'organisation de la Fonction publique ADEDY ainsi que la très petite organisation anarchosyndicaliste ROCINANTE défendaient le « non ».

Une ambition qui est une nécessité : unifier le syndicalisme de luttes

A contrario de ces exemples, des organisations membres de la CES ont des lignes non capitulardes. Toujours pour rester dans le cadre de l'ouest-européen, parce qu'elle est notre zone géographique, les syndicats belges en donnent l'illustration à travers les nombreuses actions nationales interprofessionnelles et professionnelles menées par la FGTB et la CSC ces dernières années ; il en est de même, dans un contexte légal où les conditions de luttes sont très difficiles, pour de nombreuses organisations anglaises membres des TUC. Ce dernier exemple permet de pointer une autre spécificité à connaître : au sein des TUC ou encore de la CGTP au Portugal, toutes deux membres de la CES, les fédérations les plus combattives sont membres de la FSM, l'internationale syndicale historiquement liée au modèle soviétique et dont les positions sur plusieurs sujets aujourd'hui (soutien au régime syrien ou iranien par exemple) sont aux antipodes des nôtres. En Italie, parmi les « syndicats de base », USB a aussi fait ce choix ; au Pays basque, LAB est également membre de la FSM.

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Cette description vise à faire comprendre pourquoi l'Union syndicale Solidaires a insisté pour que le Réseau syndical international de solidarité et de luttes² créé en mars 2013 à Saint-Denis soit ouvert à toutes les organisations qui le souhaitent, quelque soit leur affiliation ou leur non-affiliation internationale. La participation au Réseau se fait sur la base d'un appel dont le contenu anticapitaliste, écologiste, féministe, autogestionnaire, etc., est très clair.

A côté des organisations non affiliées à la CES, la FSM ou la CSI (comme Solidaires et d'autres syndicats « alternatifs » en Europe) il y a des collectifs syndicaux proches dans leurs pratiques et leurs orientations membre de ces organisations internationales préexistantes ; nous avons l'ambition de construire ensemble. Nous considérons que c'est une condition essentielle au développement d'un syndicalisme alternatif à l'échelle internationale, et donc européenne. Nous constatons que si cette ouverture est prise en compte par certaines organisations (par exemple le syndicat britannique RMT membre de la FSM ou la fédération CNE/CSC belge membre de la CES, mais il y en a d'autres parmi les membres du Réseau), le contenu de l'appel ne suffit pas (ou repousse ?) des organisations comme la CGT ou la FSU qui n'ont jamais donné suite.

La tâche est immense car aujourd'hui nous sommes loin d'avoir la capacité d'organisation et d'actions correspondant à la concrétisation de nos ambitions. Mais le pari est le même que celui dans lequel nous sommes lancé-es au plan national, et donc tout aussi réalisable.

Notre activité professionnelle internationale, donc aussi en Europe

Au plan international, et donc au plan européen, la priorité de l'Union syndicale Solidaires doit être le développement du syndicalisme que nous défendons et pratiquons, donc le renforcement du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Cela passe notamment par l'adhésion de nouvelles organisations. Mais il ne s'agit pas d'une construction

¹ Confédération Européenne des Syndicats

² www.laboursolidarity.org

bureaucratique, ni même d'une simple addition d'organisations ; pour que cela serve les buts que nous nous fixons, pour que ce soit utile à notre syndicalisme, ceci doit se faire par une dynamique, par l'interaction entre ce que nous faisons au plan interprofessionnel et dans nos secteurs professionnels ; encore une fois : la dimension internationaliste de notre syndicalisme n'est pas différente de ce que nous faisons en France ! Notre activité internationale professionnelle est riche et diverse ; par exemple :

- **SUD-Rail** est à l'origine du **Réseau Rail Sans Frontière**, qui depuis 2005 a organisé plusieurs rencontres, publié des tracts, édité 4 numéros d'un bulletin, participé à plusieurs actions pour le service public ferroviaire. Y participent des syndicats d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et nous sommes en lien avec des organisations d'Asie.
- **Sud PTT** a mis en place un **réseau international dans les centres d'appel**. Echanges d'informations, manifestations, rassemblements, colloques, ce réseau rassemble des organisations d'une quinzaine de pays. Un travail suivi existe aussi via le Comité de groupe international d'Orange et il a permis de soutenir plusieurs actions syndicales dans d'autres pays, notamment en Afrique.
- **Sud Santé Sociaux** co-anime le **Réseau européen pour le droit à la santé et à la protection sociale**, qui a déjà organisé des manifestations, des rencontres internationales, et publié un appel européen.
- **Solidaires Finances publiques** assume la présidence de l'**Union des personnels des finances en Europe**, dont **Solidaires Douanes** est également membre.
- Le **SNJ** est membre de la **Fédération Internationale des Journalistes**.
- **Sud éducation** publie un **bulletin international**, réalisé par sa commission internationale fédérale.
- **SUD Commerce et services** participe à la constitution d'un réseau européen, encore modeste mais réel, liant des équipes syndicales d'**Amazon**.

C'est tout ce travail qu'il faut partager, faire connaître, discuter, améliorer, renforcer, ... pour que nous puissions contribuer à faire changer le rapport de forces en Europe et donc pour que nos discussions sur l'Europe que nous voulons (en réalité, le monde, la société) ait toute leur utilité syndicale et donc politique puisque nous voulons rompre avec le système actuel.

Notre activité interprofessionnelle internationale et donc en Europe

Ce travail professionnel s'articule avec la dimension interprofessionnelle ; là encore, rien de plus que ce que nous disons et faisons à l'échelle nationale. C'est pourquoi au sein du Réseau syndical international nous avons lancé 4 grands thèmes de travail :

- **Femmes, lutte des femmes, droits des femmes.**
- **Autogestion, contrôle ouvrier.**
- **Migrations.**
- **Répression des mouvements sociaux.**

Ceci se retrouve au plan européen, où nous préparons la prochaine réunion qui se tiendra à Barcelone le samedi 30 octobre et le dimanche 1^{er} novembre. Sur les sujets mentionnés, il existe d'pas mal **de matériel utilisable par toutes nos équipes syndicales**, une partie sur le site du Réseau syndical international³, une autre via la production du Réseau européen (affiches et tracts déjà diffusés via la note journalière Solidaires et qui disponibles sur le site !)

L'expérience grecque

En Europe, ces derniers mois ont été marqués notamment par les diktats de la « troïka⁴ » imposant la misère à grande échelle. La « troïka » poursuit l'œuvre destructrice entamée depuis bien des années par d'autres institutions au service du capitalisme (Banque mondiale ou Fond Monétaire International), envers les peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amériques latine et centrale. Au risque d'oublier d'autres zones géographiques où le capitalisme et l'impérialisme ont des effets ravageurs (Russie, Ukraine, par exemple⁵), l'actualité de ces derniers mois a beaucoup porté sur la Grèce.

La ratification par le Parlement grec de l'accord accepté par le gouvernement a conclu une séquence politique de six mois durant lesquels :

- **les institutions au service du capitalisme et en premier lieu le FMI, ont montré une nouvelle fois leur inflexibilité et leur voracité**, méprisant les peuples, la démocratie, et tout ce qui entrave leur système ;

³ www.laboursolidarity.org/-Femmes-droits-des-femmes- www.laboursolidarity.org/-Autogestion-contrôle-ouvrier- www.laboursolidarity.org/-Migrations- www.laboursolidarity.org/-Criminalisation-des-mouvements-

⁴ Fonds Monétaire International, Banque Centrale Européenne, Union Européenne

⁵ Voir à ce propos la note diffusée au sein de la commission internationale et notamment l'explosion de la « dette » ukrainienne, entretenue par les politiques de l'Union européenne et de la Russie, et ses conséquences sur la population.

- **les gouvernements européens n'ont nullement aidé le peuple grec** (en premier lieu celui de Merkel mais cela ne dédouane nullement Hollande !);
- **l'acceptation par le gouvernement de Tsipras de l'accord imposé par la troïka, sa ratification par la majorité des députés Syriza et ceux de divers partis au pouvoir avant 2015**, ont confirmé la nécessité de luttes sociales fortes pour imposer des ruptures fondamentales avec le système, qui sont indispensables.
- **le mouvement syndical a été très en retrait de ce que la solidarité internationale et la défense des intérêts communs auraient dû imposer**; par volonté politique de ne pas s'affronter aux institutions européennes pour une partie (la CES, par exemple), par sectarisme pour d'autres (PAME en Grèce et ses correspondants dans les autres pays), par sa faiblesse en Grèce et ses insuffisances internationales pour le syndicalisme alternatif dont nous nous réclamons.

Une fois de plus, l'expérience nous rappelle que notre rôle n'est pas de soutenir une organisation politique, n'est pas d'appeler à voter pour tel ou tel parti, ni d'appeler à ne pas voter. De ce fait, ce n'est pas non plus à nous de tirer le bilan des stratégies partisans des un-es ou des autres; il leur appartient de le faire. Nous ne nous situons pas sur ce champ, qui aurait pour conséquence de définir des fractures au sein de notre organisation syndicale sur des sujets qui lui sont extérieurs. Mais nous avons toute légitimité à soutenir les luttes syndicales, sociales, populaires qui s'opposent à l'austérité, qui exigent la démocratie, qui s'affrontent aux diktats des capitalistes et de celles et ceux qui les servent.

La solidarité internationale avec le peuple grec, le travail commun avec les organisations syndicales et associatives qui agissent contre l'austérité demeurent nos priorités. C'est pourquoi nous continuons à :

- **rechercher des contacts avec les organisations syndicales grecques** qui se situent sur ce terrain, sans exclusive : structures locales des confédérations ADEDY et GSEE ou organisations syndicales indépendantes de ces deux confédérations;
- **informer des actions de solidarité, notamment avec les dispensaires autogérés** via le collectif Santé;
- **faire connaître et soutenir si possible les expériences autogestionnaires** dans leur ensemble, notamment via les informations transmises par l'Association Autogestion.

L'euro ?

Concentrer tout le « mal » européen sur l'euro nous paraît totalement improductif, mais c'est par ailleurs une source de dérives graves vers les forces les plus réactionnaires. Quelques prises de position récentes de ce qu'il est convenu d'appeler des « personnalités » en témoignent. Cela ne signifie pas qu'il faille « défendre l'euro ». D'un point de vue syndical, il nous semble que nous pouvons avancer quelques points :

- L'Union européenne, la « zone euro » existent. En leur sein, puisque ce sont des réalités et que le syndicalisme doit faire avec les réalités (surtout si nous voulons les changer !), nous avons à **construire des convergences pour nous opposer au dumping social, pour imposer ce que nous pourrions appeler des minima syndicaux** (salaires, temps de travail, protection sociale, etc.)
- **Notre combat syndical ne peut être de créer une « forteresse européenne » qui exclurait les autres peuples**; les luttes des populations migrantes (sans-papiers, réfugié-es), dans lesquelles Solidaires et les syndicats européens de notre réseau sont engagés depuis longtemps, nous le rappellent.
- Euro ou pas euro ? N'ayons pas peur d'affirmer que **pour l'immense majorité des travailleurs et des travailleuses la question n'est pas d'être payé en euros, en francs, en écus ou en sesterces, mais d'avoir de quoi manger, se loger, s'informer, se soigner, etc.** Il ne s'agit pas de tomber ainsi dans la démagogie, mais au contraire de s'appuyer sur ce qui se dit réellement sur les lieux de travail, dans les cafés, etc., pour enclencher d'autres discussions : **pourquoi devons-nous payer ce qui correspond à des besoins essentiels pour vivre ? Comment est répartie la richesse et par qui est-elle produite ?**
- « Sortir de l'euro » peut être le cadre d'une campagne unitaire permettant les mobilisations d'ampleur qui sont indispensables pour remettre en cause l'austérité⁶. Mais une des conditions est de définir l'objectif de cette sortie. **En revenir aux monnaies nationales sans remettre en cause fondamentalement le système économique, c'est déplacer les périmètres de l'exploitation capitaliste, nullement l'affaiblir, la faire disparaître, ni même la combattre ; ce que le FN et les autres partis nationalistes fascistes ont très bien compris.**

Aborder ce sujet de la sortie de l'euro sous forme d'un débat d'expert-es, sans aborder la construction des luttes sociales, sans affirmer la volonté de rompre radicalement avec le capitalisme, sans remettre en cause les rapports de production qui existent aujourd'hui, sans poser les questions du Pouvoir dans l'entreprise et dans les communes, ... risquerait fort de ne pas être d'une grande utilité syndicale, pas d'une grande utilité pour faire changer les choses.

⁶ Le mot « austérité » est ici utilisé au sens large, comme nous l'indiquons au début de ce texte.